

Publications périodiques

Comptes annuels

BAKIA SCA

Société en commandite par actions au capital de 152.449,02 Euros
Siège social : 13, Place Floquet – 64220 Saint Jean Pied De Port.
317 706 323 R.C.S. Bayonne.

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017.

Bilan consolidé.

(En milliers d'Euros.)

Actif	31/12/2017	31/12/2016
Opérations interbancaires et assimilées	34 387	45 105
Opérations avec la clientèle	242 832	232 179
Opérations de crédit-bail et assimilées		
Obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable	217 851	202 486
Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à LT	173	137
Immobilisations corporelles et incorporelles	7 597	11 918
Écarts d'acquisition		
Compte de régularisation et actifs divers	8 036	6 497
Total de l'Actif	510 876	498 322

Passif	31/12/2017	31/12/2016
Opérations interbancaires et assimilées	6 771	13 387
Opérations avec la clientèle	435 441	409 120
Dettes représentées par un titre		
Comptes de régularisation et passif divers	3 817	4 336
Écarts d'acquisition		
Provisions pour risques et charges	987	1 288
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	1 000	1 000
Intérêts minoritaires	966	974
Capitaux propres part du groupe (Hors FRBG)	61 893	68 217
Capital souscrit	152	152
Primes d'émission		
Réserves consolidées et autres	56 560	62 232
Résultat de l'exercice (+ / -)	5 181	5 832
Total du Passif	510 876	498 322

Hors-bilan	31/12/2017	31/12/2016
1. Engagements donnés de l'activité bancaire	112 186	106 004
Engagements de financement	68 724	61 474
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	68 724	61 474
Engagements de garantie	43 462	44 529
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements d'ordre de la clientèle	43 462	44 429
Engagements douteux		100
Engagements sur titres		
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements donnés		
2. Engagements reçus de l'activité bancaire	7 186	6 872
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	6 146	5 867
Engagements reçus d'établissements de crédit	6 146	5 867

Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
Autres engagements	1 040	1 005
Autres valeurs reçues en garantie	1 040	1 005

II. — Compte de résultat consolidé.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
+ Intérêts et produits assimilés	10 209	11 219
Intérêts et charges assimilées	-603	-753
+ Produits sur opérations de location simple	9	17
Charges sur opérations de location simple		
+ Revenus des titres à revenu variable	1	45
+ Commissions nettes	6 072	5 958
+/- Gains ou pertes s/opérations des portefeuilles de négociation	-43	26
+/- Gains ou pertes s/opérations des portefeuilles de placement et assimilés	7 844	4 781
+ Autres produits d'exploitation bancaire	115	409
Autres charges d'exploitation bancaire	-78	-10
+/- Produits nets des autres activités		
Produit net bancaire	23 525	21 692
Charges générales d'exploitation	-12 179	-12 474
Dotations aux amortissements et aux provisions s/immob. incorporelles et corporelles	-946	-945
Résultat brut d'exploitation	10 400	8 273
+/- Coût du risque	722	755
Résultat d'exploitation	11 122	9 028
+/-QP dans le résultat net des entreprises mises en équivalence		
+/- Gains ou pertes s/actifs immobilisés	3	10
Résultat avant impôt	11 124	9 038
+/- Résultat exceptionnel	-2 539	66
Impôt sur les bénéfices	-3 321	-3 179
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		
Dotations de FRBG et provisions réglementées		
+ Reprises de FRBG et provisions réglementées		
+/- Intérêts minoritaires	-83	-93
Résultat net part du groupe	5 181	5 832
Nombre d'actions	2 000	2 000
Résultat par action (*)	2,59	2,92
Résultat dilué par action (*)	2,59	2,92
(*) Rubriques servies par les sociétés par actions		

III. — Annexe aux comptes consolidés.

L'annexe complète et commente l'information donnée par le bilan, le hors bilan et le compte de résultat.

I. — Faits caractéristiques de l'exercice.

Suite aux incertitudes fortes liées au projet d'implémentation du progiciel bancaire intégré, une sortie exceptionnelle des immobilisations en cours a été réalisée dont 2,519 millions d'euros comptabilisés en charges exceptionnelles.

II. — Événements postérieurs à la clôture de l'exercice.

Néant.

III. — Changements de méthodes comptables et comparabilité des comptes.

Aucun changement de méthode comptable et aucun changement de présentation n'ont été opérés dans les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Conformément à la réglementation, les principales méthodes comptables et les informations significatives permettant d'avoir une juste appréciation du patrimoine et de la situation financière du groupe sont présentées dans l'annexe aux comptes consolidés.

IV. – Périmètre et méthodes de consolidation.

A. Principe de consolidation et présentation des comptes. — Les comptes consolidés regroupent les comptes de la SCA BAKIA et de ses filiales et participations ont été établis et présentés conformément au règlement du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) n° 99-07 du 1er janvier 2017 relatif aux règles de consolidation des entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière (CRBF), qui intègre les modifications apportées par les règlements : - CRC n° 2000-04 du 4 juillet 2000, - CRC n° 2005-05 du 3 novembre 2005, - CRC n° 2000-08 du 7 décembre 2000, - CRC n° 2002-05 du 12 décembre 2002, - CRC n° 2004-04 du 4 mai 2004, - CRC n° 2005-02 du 3 novembre 2005, - CRC n° 2008-04 du 3 avril 2008, - CRC n° 2008-13 du 4 décembre 2008, - CRC n° 2009-09 du 3 décembre 2009, - ANC n° 2010-05 du 7 octobre 2010, - ANC n° 2015-08 du 23 novembre 2015, - ANC n° 2016-10 du 12 décembre 2016.

B. Périmètre de consolidation :

Société	Capital (€)	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
BAKIA SCA	152.449	100 %	100 %	Société consolidante
BAMI SA	30.000.000	98,47 %	98,47 %	Intégration globale
BAMI COMMUNICATION	38.112	100 %	100 %	Intégration globale
SCI MARCADAL	10.000	100 %	99,97 %	Intégration globale
SCI IPARTOKI	10.000	100 %	99,98 %	Intégration globale
SCI URGAIN	10 000	100 %	98,48 %	Intégration globale

Aucun mouvement sur le périmètre de consolidation du groupe n'est intervenu au cours de l'exercice 2017.

C. Méthode de consolidation. — Les sociétés intégrées dans le périmètre de consolidation sont contrôlées de manière exclusive, y compris les entreprises à structure de compte différente dont l'activité se situe dans le prolongement de celle de l'entreprise consolidante.

Les comptes de ces sociétés sont consolidés par la méthode de l'intégration globale. Cette méthode consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments du bilan et du résultat de l'entreprise consolidée après retraitements éventuels ;
- éliminer les opérations et comptes les concernant réciproquement ;
- répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres sociétés ou actionnaires, dits « intérêts minoritaires ».

D. Retraitements et éliminations :

1. Élimination des opérations intra-groupe : Afin de présenter sur une même base économique les comptes des sociétés consolidées, ceux-ci font l'objet de divers retraitements conformément aux principes comptables. Les comptes réciproques entre sociétés intégrées, ainsi que les pertes et profits, résultant d'opérations à l'intérieur du groupe, sont éliminés.

2. Écarts d'acquisition : Suite à la modification du code de commerce de 2015 résultant de la transposition en droit français de la directive comptable européenne de 2013, seuls les écarts d'acquisition dont la durée d'utilisation est limitée restent amortissables sur cette durée.

Les écarts d'acquisition ne sont plus systématiquement amortissables, en contrepartie s'impose un test de dépréciation au moins une fois par exercice pour les écarts non amortis.

L'historique des écarts d'acquisition positifs et négatifs sont inscrits respectivement à l'actif et au passif sous la rubrique « écart d'acquisition ». Ils ont été amortis linéairement sur une période n'excédant pas 20 ans. Les écarts d'acquisition sont constatés à la date d'acquisition des titres de sociétés consolidées, et sont constitués par le solde non affecté à un poste de bilan de la différence entre le prix de revient des titres et la quote-part de situation nette correspondante.

3. Impositions différées : Conformément aux dispositions du décret du 23 mars 1967 complétés par le règlement R-02, des impôts différés ont été calculés selon la méthode du report variable. Les impositions différées constitutives de créances ont été classées au bilan dans le poste « Comptes de régularisation et actifs divers ». Celles représentatives d'une dette ont été affectées au bilan dans le poste « Comptes de régularisation et passifs divers ».

Les impôts différés résultent des retraitements suivants :

- Décalage temporaire entre la constatation comptable d'un produit ou d'une charge et son inclusion dans le résultat fiscal d'un exercice ultérieur,
- Retraitements de consolidation,
- Distributions prévues entre les entreprises consolidées.

4. Provisions de nature fiscale : Les provisions réglementées sont retraitées afin de neutraliser l'incidence en compte de résultat d'écritures comptabilisées en vertu de la seule application d'une disposition d'ordre fiscal (provision pour crédits à moyen et à long terme consentis par les établissements de crédit, amortissements dérogatoires).

V. – Principes comptables et méthodes d'évaluation.

Les opérations sont enregistrées dans le respect des règles et principes comptables applicables aux établissements bancaires.

1. Portefeuille titres. — Les opérations sur titres de transaction, de placement et d'investissement sont comptabilisées conformément aux articles 2311-1 à 2391-1 du règlement ANC 2014-07 en substitution du règlement CRBF n°90-01 modifié par le règlement CRC n° 95-04 du 21 juillet 1995 et les règlements n°2000-02 du 4 juillet 2000, n°2002-01 du 12 décembre 2002, n°2005-01 du 3 novembre 2005, relatif à la comptabilisation des opérations sur titres modifié par les règlements CRC 2008-07 du 3 avril 2008 et 2008-17 du 10 décembre 2008.

Conformément à ces règlements, ont été classés sous la rubrique "Opérations sur titres" tous les titres achetés dans le cadre de ses interventions habituelles :

- selon leur nature : titres à taux d'intérêt fixe, à taux d'intérêt variable, obligations assimilables du trésor, titres à revenu fixe et titres à revenu variable.
- selon le portefeuille de destination en fonction de l'intention de gestion : titres de transaction, titres de placement, titres d'investissement, titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.

Les règles d'évaluation et de classement sont ainsi présentées de la manière suivante :

a. Titres de transaction : Ce sont les titres qui, à l'origine, sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, hors frais d'acquisition. Ils sont négociables sur un marché liquide avec des prix de marché accessibles aux tiers. A la clôture, ces titres sont évalués au prix du marché du jour le plus récent ; les variations qui en résultent sont portées dans le compte de résultat.

Au 31 décembre 2017, le groupe ne détient aucun titre de cette nature.

b. Titres de placement : Ce sont les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissements, ni parmi les autres titres détenus à long terme, les titres de participation et les parts dans les entreprises liées.

— Actions et autres titres à revenu variable : Ces titres sont inscrits à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport. A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Celle-ci est appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les revenus attachés aux actions classées en titres de placement (dividendes) sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

— Obligations et autres titres à revenu fixe : Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors coupon couru et hors frais d'acquisition. A la date de clôture de l'exercice, les intérêts courus à percevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie du poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat. Les différences éventuelles entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont étalées sur la durée de vie des titres concernés. L'étalement est effectué par application de la méthode actuarielle.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable (corrigée des amortissements et reprises des décotes ou primes) et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Celle-ci est appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Aucune moins-value latente n'a été constatée à la clôture de l'exercice.

Un ensemble homogène est composé de titres à revenu fixe qui présentent de façon stable une sensibilité aux variations de taux d'intérêt à peu près équivalente, en valeur absolue, à celle des autres titres du même ensemble.

c. Titres d'investissement : Ce sont des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir de façon durable, en principe jusqu'à l'échéance et pour lesquels le groupe BAKIA en a la capacité, en disposant notamment de la capacité de financement nécessaire et en n'étant soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause leur intention de détenir les titres d'investissement jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés à leur date d'acquisition selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement. Il en est de même pour ce qui concerne l'écart éventuel entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que pour les intérêts courus attachés à ces derniers.

Au 31 décembre 2017, le groupe BAKIA ne détient aucun titre de cette nature.

d. Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme : Il s'agit d'une part des Titres de participation et parts dans les entreprises liées dont la possession durable est estimée utile à l'activité du groupe BAKIA parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice ou d'en assurer le contrôle.

Il s'agit d'autre part des Autres titres détenus à long terme, acquis dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence sur elle en raison du faible pourcentage de droits de vote détenus.

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à leur coût d'achat, hors frais d'acquisition. Les revenus attachés à ces titres (dividendes) sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

A la clôture de l'exercice, ils font individuellement l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût historique. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de l'utilité de ces entreprises pour l'établissement (caractère stratégique, volonté de soutien ou de conservation) et de critères objectifs (actif net comptable, actif net réévalué, éléments prévisionnels).

Au 31 décembre 2017, aucune dépréciation n'a été constatée.

2. Immobilisations et amortissements. — Les immobilisations figurent à l'actif du bilan pour leur coût historique, diminué des amortissements cumulés.

Les immobilisations corporelles et incorporelles incluent des actifs corporels et incorporels acquis séparément. Lorsque les composants d'un actif corporel ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés séparément et amortis sur leur durée d'utilité propre.

Le groupe amortit ses immobilisations en appliquant des taux d'amortissement calculés suivant le seul mode linéaire appliqué à la durée d'utilité estimée.

Actifs concernés	Méthode d'amortissement	Durée
Bâtiments : Gros œuvre	Linéaire	de 30 à 40 ans
Bâtiments : Second œuvre	Linéaire	de 20 à 50 ans
Bâtiments : Équipements techniques	Linéaire	de 15 à 20 ans
Bâtiments : Finitions	Linéaire	de 8 à 10 ans
Mobiliers	Linéaire	de 5 à 10 ans
Matériels de bureau et informatique	Linéaire	de 3 à 5 ans
Matériels de transport	Linéaire	5 ans
Logiciels	Linéaire	de 1 à 5 ans
Terrains	N/A	N/A
Droits au bail, fonds de commerce	N/A	N/A

Le groupe détermine à la clôture de chaque exercice, s'il existe des indices de pertes notables de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles. S'il existe un quelconque indice, un test de perte de valeur est effectué afin d'évaluer si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur actuelle, définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de vente diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (l'évaluation de la valeur d'utilité d'un actif s'effectuant généralement par actualisation des flux de trésorerie futurs générés par cet actif).

Lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est enregistrée au compte de résultat. Lorsque la valeur actuelle redevient supérieure à sa valeur comptable, la dépréciation antérieurement constatée est reprise au compte de résultat.

Aucune provision pour dépréciation d'actifs n'a été constituée à la clôture de l'exercice.

3. Créances sur la clientèle. — Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit. Ces créances sont enregistrées au bilan à leur valeur nominale nette des provisions constituées sur risque de crédit.

Le suivi des créances détenues sur la clientèle s'appuie sur un système de notation interne des contreparties. La notation interne s'effectue principalement par équivalence à la cotation Banque de France, qui est un outil d'évaluation externe à la banque, et lorsque la concordance n'est pas applicable par la prise en compte d'une série de critères discriminants et déterminants permettant de couvrir les différents cas de figure représentant notre clientèle.

Notre grille de notation interne reflète la qualité de la contrepartie de la façon suivante :

- A : Très bonne
- B : Forte
- C : Assez forte
- D : Acceptable
- D1 : Faible
- E : Très faible
- F : Critique
- G1 : douteux avec espoir de recouvrement
- G2 : douteux avec recouvrement incertain

Cette notation fait l'objet de deux mises à jour annuelles systématiques (pour les notations déterminées par équivalence), et d'un contrôle et d'une validation annuels par le Département Engagements (pour les notations déterminées par les critères internes).

Conformément aux articles 211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07 en substitution du règlement CRC 2002-03 abrogé, les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un engagement au moins présente un risque de crédit avéré. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution. Le déclassement en encours douteux s'opère en particulier systématiquement lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les crédits immobiliers et neuf mois pour les créances sur les collectivités locales).

Par application du principe de contagion, la classification en douteux d'une créance entraîne celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur.

Par ailleurs, le groupe applique depuis 2008 les dispositions du règlement 2007-06 du 14 décembre 2007. Au sein de l'encours douteux, les créances douteuses compromises sont celles dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. Sont en particulier identifiées comme telles les créances déchues de leur terme et les créances qui sont douteuses depuis plus d'un an, sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé (par exemple, celles pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées ou celles assorties de garanties permettant leur recouvrement).

Lorsque ses droits en tant que créancier sont éteints, l'établissement de crédit sort les encours concernés de ses actifs par la contrepartie d'un compte de perte. Les dépréciations antérieurement constituées font alors l'objet d'une reprise.

Les créances douteuses sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine et lorsque la contrepartie ne présente plus de défaillance.

Les créances qui sont restructurées (hors restructurations commerciales) sont identifiées dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Celles restructurées, à des conditions hors marché, font l'objet d'une décote représentative de la valeur actuelle de l'écart d'intérêt futur.

Les dépréciations sur créances douteuses couvrent les pertes prévisionnelles, calculées en valeur actualisée par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels. Le risque est apprécié créance par créance en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques, les garanties appelées ou susceptibles de l'être sous déduction des coûts liés à leur réalisation, l'état des procédures en cours.

Par ailleurs, le montant des dépréciations ne peut être inférieur aux intérêts enregistrés sur les en-cours douteux et non encaissés.

Les provisions concernant les engagements par signature et les litiges avec la clientèle sont inscrites au passif du bilan en « provisions pour risques et charges ».

Au compte de résultat, les dotations et reprises de dépréciations et provisions, les pertes sur créances irrécouvrables, les récupérations sur créances amorties, l'effet de l'actualisation des flux futurs sur les pertes prévisionnelles et les décotes calculées sur les créances restructurées ayant un caractère douteux sont regroupés dans la rubrique « Coût du risque ». Il en est de même pour les reprises de dépréciation des créances douteuses et douteuses compromises ainsi que pour l'amortissement de la décote (sur les créances restructurées ayant un caractère douteux) liées au passage du temps.

En revanche, la décote constatée lors de la restructuration d'une créance inscrite en encours sain ainsi que son amortissement du fait du passage du temps sont réintégrés sur la durée de vie dans la marge d'intérêt.

4. Provisions pour risques et charges. — Ce poste recouvre les provisions :

- pour risques de contrepartie,
- pour risques de change,
- pour litiges,
- pour engagements sociaux.

Ces provisions, nettement précisées quant à leur objet mais dont la réalisation et le montant sont incertains, résultent d'événements survenus ou en cours à la date de clôture de l'exercice.

5. Impôt sur les bénéfices, fiscalité latente. — La charge d'impôt comprend :

- l'impôt courant de l'exercice au taux de 33,1/3 % auquel s'ajoute la contribution sociale de 3,3 % ;
- les impôts différés actifs et passifs calculés selon la méthode du report variable.

Les impositions différées actives et passives ont été identifiées au bilan et au compte de résultat consolidé. La méthode retenue consiste à comptabiliser le décalage temporaire d'imposition directement en créance ou en dette. Les impositions différées actives ne sont toutefois comptabilisées que s'il existe une probabilité raisonnable de récupération de cet impôt dans les délais légaux impartis.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'actualisation compte tenu des incertitudes relatives aux dates de retournement.

L'impact éventuel de la modification du taux de l'impôt société tel qu'inscrit dans la loi de finances 2018 à l'article 84, a été chiffré pour le seul impôt différé relatif aux plus-values latentes sur valeurs mobilières de placement dont le montant s'élève à 9 970 891 €.

Le taux de l'impôt société ne s'appliquera sur une base totale qu'en 2020 ; au titre des exercices 2018 et 2019, l'impact du taux à 28 % est limité à un plafond de 500 000 €. A compter de 2020 le taux de 28% sera appliqué sur toute la base taxable, et en 2021 le taux sera de 26,5 %.

En l'absence d'échéancier formalisé en lien avec une durée liée à la valeur, il a été réalisé un échéancier théorique, indiquant une base taxable étalée sur les exercices 2018 à 2021 comme suit :

— 2018 à 2020 : 3 000 000 € par exercice

— 2021 : le solde soit 970 891 €.

L'impact chiffré à partir de cette hypothèse s'élève à 333 764 €.

6. Engagements sur les contrats d'épargne-logement. — Les comptes et les plans d'épargne-logement proposés à la clientèle de particuliers (personnes physiques) dans le cadre de la loi n° 65-554 du 10 juillet 1965 associent une phase de collecte de ressources sous forme d'épargne rémunérée et une phase d'emploi de ces ressources sous forme de prêts immobiliers, cette dernière phase étant réglementairement conditionnée, et dès lors indissociable, de la phase de collecte. Les dépôts ainsi collectés et les prêts accordés sont enregistrés au coût amorti.

Ces instruments génèrent pour le groupe BAKIA des engagements de deux natures : une obligation de prêter au client dans le futur à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat et une obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée.

Les engagements aux conséquences défavorables pour le groupe BAKIA font l'objet de provisions présentées au passif du bilan et dont les variations sont enregistrées en Produit net bancaire au sein de la marge d'intérêt. Ces provisions ne sont relatives qu'aux seuls engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement existants à la date de calcul de la provision.

Les provisions sont calculées sur chaque génération de plans d'épargne-logement d'une part, sans compensation entre les engagements relatifs à des générations différentes de plans d'épargne-logement, et sur l'ensemble des comptes d'épargne-logement qui constitue une seule et même génération d'autre part.

Aucune provision n'a été constituée à la clôture de l'exercice.

Sur la phase d'épargne, les engagements provisionnables sont évalués à partir des estimations de progression des dépôts sur comptes PEL & CEL, au détriment des dépôts sur autres supports d'épargne. Nos estimations sont fondées sur les observations historiques des comportements effectifs des clients d'une part, sur les prévisions d'évolution des taux d'intérêt dans les années à venir d'autre part.

Sur la phase crédit, les engagements provisionnables sont évalués à partir des estimations de progression des crédits PEL & CEL. Nos estimations sont fondées sur les observations historiques des comportements effectifs des clients d'une part, sur les prévisions d'évolution des taux d'intérêt dans les années à venir d'autre part, et enfin sur le niveau des droits à prêts acquis par les clients au 31 décembre 2017.

Une provision est constituée dès lors que les résultats futurs prévisionnels actualisés sont significativement négatifs pour une génération donnée. Ces résultats sont mesurés par référence aux taux offerts à la clientèle particulière pour des instruments d'épargne et de financement équivalents, en cohérence avec la durée de vie estimée des encours et leur date de mise en place.

7. Engagements sociaux :

a. Engagements de retraite : Il existe divers régimes de retraites obligatoires auxquels adhèrent les employeurs et les salariés des sociétés du groupe. Ces engagements sont couverts par des cotisations prises en charge au fur et à mesure de leur versement à des organismes de retraite indépendants qui gèrent ensuite le paiement des pensions. Les sociétés du groupe n'ont en général aucun autre passif que les cotisations dues, à l'exception du financement des dépenses définies à l'article 3 de l'accord professionnel du 13 septembre 1993, sur les retraites complémentaires du personnel des banques.

b. Indemnités de fin de carrière : Les indemnités de fin de carrière sont considérées comme des avantages à prestations définies, ressortant de la catégorie des avantages postérieurs à l'emploi. Ces indemnités ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités.

c. Médailles du travail : Les médailles du travail sont considérées comme des avantages à prestations définies, ressortant de la catégorie des avantages à long terme. Elles sont assorties de gratifications qui ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de l'obtention de la médaille du travail. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces gratifications.

Conformément à la recommandation n° 2013-02 publiée le 7 novembre 2013 par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires, pour les comptes annuels et les comptes consolidés établis selon les normes comptables françaises. Cette recommandation se substitue à la recommandation n° 2003-R-01 du 1er avril 2003 du Conseil National de la Comptabilité :

a) les indemnités de fin de carrière ainsi que les gratifications relatives aux médailles du travail ont été appréhendées dans le bilan (en provision pour risques et charges) et dans le compte de résultat (en charge générale d'exploitation) ;

b) ces droits potentiellement acquis par les salariés ont fait l'objet d'une évaluation au 31 décembre 2017 selon une méthode actuarielle tenant compte de l'âge, de l'ancienneté, de la progression de salaire, et de la probabilité de présence dans la société au moment du départ à la retraite ou de l'obtention de la médaille du travail.

8. Fonds pour risques bancaires généraux. — Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de la banque conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF du 23 février 1990 relatif aux fonds propres modifié par les règlements n° 91-05 du 15 février 1991, n° 92-02 du 27 janvier 1992, n° 93-07 du 21 décembre 1993, n° 94-03 du 8 décembre 1994, n° 98-03 du 7 décembre 1998, n° 2000-03 du 6 septembre 2000 et n° 2000-09 du 8 décembre 2000 et par les arrêtés des 24 mai et 19 septembre 2005, du 3 mars 2006, du 20 février 2007, du 11 septembre 2008, du 29 octobre 2009, du 25 août 2010, du 29 décembre 2010 et du 23 novembre 2011 et par l'arrêté du 2 mai 2013 et par l'instruction n°86-05 modifiée de la Commission bancaire.

9. Opérations en devises. — Conformément aux articles 2711-1 à 2731-1 du règlement ANC en remplacement du règlement CRBF n° 89-01 abrogé, les éléments d'actif et passif libellés en devises sont évalués au cours de clôture au comptant de la devise concernée. Les pertes ou gains résultant de ces conversions, ainsi que les différences de change réalisées sur les opérations de l'exercice, sont portés dans le compte de résultat.

10. Autres actifs et comptes de régularisation. — Les autres actifs regroupent les comptes ouverts aux divers agents économiques retraçant le règlement d'opérations sur titres et créances diverses envers les tiers et les impôts différés actifs.

Les comptes de régularisation incluent principalement les charges payées d'avance et les produits à recevoir ne se rapportant pas à des créances rattachées.

11. Autres passifs et comptes de régularisation. — Les autres passifs regroupent les comptes ouverts aux divers agents économiques retraçant le règlement d'opérations sur dettes diverses envers les tiers et les impôts différés passifs.

Les comptes de régularisation incluent principalement les produits constatés d'avance et les charges à payer ne se rapportant pas à des dettes rattachées.

12. Honoraires des Commissaires aux Comptes. — Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice 2017 s'élève à 74,5 K€. Ces honoraires se rapportent exclusivement à la mission de contrôle légal des comptes exercés par ces derniers. Ils se décomposent de la manière suivante :

— Cabinet RSM :

– Certification des Comptes = 33 200,00 € HT soit 39 840,00 € TTC

— Cabinet Saint Honoré

– Certification des Comptes = 25 000,00 € HT soit 30 000,00 € TTC

Conformément au paragraphe 44 de l'annexe du règlement n° 99-07 du Comité de la Réglementation Comptable, nous vous informons que le rapport de gestion est tenu à la disposition du public, au siège social, 13, place Floquet à St Jean Pied de Port (64220).

Note 1. – Opérations interbancaires et assimilées.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017			2016
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant net
Caisse, banques centrales, CCP	6 626	38	6 589	6 018
Créances sur les établissements de crédit				
Comptes ordinaires	19 150		19 150	31 380
Comptes et prêts à terme	8 363		8 363	7 708
Total des créances sur les établissements de crédit	27 513		27 513	39 088
Total des opérations interbancaires et assimilées	34 139	38	34 101	45 105
<i>Dont créances rattachées</i>	59		59	39

Note 2. – Opérations avec la clientèle.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017			2016
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant net
Créances sur la clientèle				
Créances commerciales	21 074		21 074	15 651
Comptes ordinaires débiteurs	23 260		23 260	9 232
Autres concours à la clientèle				
Crédits à l'exportation	649		649	105
Crédits de trésorerie	16 259		16 259	22 010
Crédits à l'équipement	129 883		129 883	129 401
Crédits à l'habitat	40 998		40 998	46 343
Autres crédits à la clientèle				
Total des autres concours à la clientèle	187 789		187 789	197 860
Valeurs non imputées	5 523		5 523	4 363
Créances douteuses	6 552	1 867	4 685	4 531
Créances rattachées sur la clientèle	501		501	543
Total des créances sur la clientèle	244 699	1 867	242 832	232 179
Total des opérations avec la clientèle	244 699	1 867	242 832	232 179
<i>Dont créances rattachées</i>	501		501	543

Note 3. – Risques sur crédits à la clientèle.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017	2016
Engagements globaux bruts :		
Engagements sains	238 147	227 649
Engagements douteux	2 342	1 836
Engagements douteux compromis	4 209	4 811
Total des engagements globaux bruts	244 699	234 295
Dépréciations	1 867	2 116
Engagements nets	242 832	232 179
Taux de couverture des engagements douteux et douteux compromis	28,49 %	31,83 %
Poids des engagements bruts douteux et douteux compromis sur l'encours brut global	2,68 %	2,84 %

Note 4. – Ventilation des encours par catégories de contreparties.

En milliers d'Euros, au 31 décembre 2017	Sociétés	Entreprises Individuelles	Particuliers	Adm. Privées Publiques	Non-résidents	Totaux	% Catégories / encours
Catégories de risques :							
Escompte commercial, Dailly	21 074					21 074	9,1 %
Crédits à l'exportation	649					649	0,3 %
Crédits de trésorerie	4 647	80	11 479	0	53	16 259	7,0 %
Crédits à l'équipement	127 592	2 197		45	49	129 883	56,0 %
Crédits à l'habitat	12 370	906	27 022		701	40 998	17,7 %
Autres crédits à la clientèle							0,0 %
Comptes ordinaires débiteurs	11 274	170	1 286	10 408	123	23 260	10,0 %
Total	177 605	3 353	39 787	10 453	925	232 123	100,0 %

Note 5. – Ventilation des encours douteux par catégories de contreparties.

En milliers d'Euros, au 31 décembre 2017	Encours brut		Dépréciations	Encours net	% Dépréciations / catégories
	Résidents	Non-résidents			
Catégories de contreparties					
Sociétés	1 405		14	1 391	1,0 %
Entrepreneurs individuels	162		2	160	1,5 %
Particuliers	775		28	747	3,6 %
Administrations privées					
Total	2 342		45	2 298	1,9 %

Note 6. – Ventilation des encours douteux compromis par catégories de contreparties.

En milliers d'Euros, au 31 décembre 2017	Encours brut		Dépréciations	Encours net	% Dépréciations / catégories
	Résidents	Non-résidents			
Catégories de contreparties :					
Sociétés	3 933		1 717	2 217	43,6 %
Entrepreneurs individuels	67		67		100,0 %
Particuliers	209		38	171	18,3 %
Administrations privées					
Total	4 209		1 822	2 387	43,3 %

Note 7. – Dépréciations & provisions pour créances douteuses.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017	2016
Solde au 1er janvier	2 648	3 435
Impact de la mise en application en 2006 du règlement CRC 2002-03 sur l'exercice antérieur	-	-
Dotation aux dépréciations de l'exercice (1)	204	516
Reprise de dépréciations (2)	-948	-1 303
Solde au 31 décembre	1 904	2 648
<p>(1) : dont dotation 2017 aux dépréciations pour actualisation des flux prévisionnels recouvrables = 4 milliers d'euros Dont dotation 2017 aux provisions inscrites au passif = 0 milliers d'euros (dotation de 0 milliers d'euros en 2016) (2) : Dont reprise 2017 sur dépréciations pour actualisation des flux prévisionnels recouvrables = 125 milliers d'euros ; Au sein de cette reprise globale de 125 milliers d'euros, 113 milliers d'euros sont liés à l'écoulement du temps (Rapprochement de l'échéance prévisionnelle de recouvrement de la créance) Dont reprise 2017 sur provisions inscrites au passif = 369 milliers d'euros (640 milliers d'euros en 2016)</p>		

Les dépréciations ont été constituées au titre des opérations suivantes :	2017	2016
Dépréciations déduites de l'actif :		
Relatives aux opérations avec les établissements de crédit	38	74
Relatives aux opérations avec la clientèle	1 867	2 116
Relatives aux titres	0	89
Total des dépréciations déduites de l'actif	1 904	2 279
Provisions inscrites au passif :		
Relatives aux engagements par signature	0	0
Relatives aux risques de change	0	0
Relatives aux créances risquées et assimilées	0	369
Total des provisions inscrites au passif	0	369
Total des dépréciations et provisions pour créances douteuses	1 904	2 648

Les dépréciations des créances douteuses et des titres couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés
Les provisions maintenues au passif du bilan sont constituées des provisions pour engagements par signature et des provisions pour procès et autres préjudices, ainsi que des provisions pour risques

Note 8. – Opérations sur titres de transaction, de placement et assimilés, et d'investissement.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017			2016
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Titres de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
Actions propres détenues par le groupe				
Total des titres de transaction				
<i>Dont créances rattachées</i>				
<i>Dont actions et obligations non cotées</i>				
Titres de placement et assimilés				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	45 972		45 972	50 328
Actions, autres titres à revenu variable et titres de l'activité de portefeuille	171 429		171 429	152 158
Actions propres				
Total des titres de placement et assimilés	217 401		217 401	202 486
<i>Dont créances rattachées</i>	631		631	704
<i>Dont actions et obligations non cotées</i>				
Titres d'investissement				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Total des titres d'investissement				
<i>Dont créances rattachées</i>				
<i>Dont obligations non cotées</i>				
Total des titres de transaction, de placement et assimilés et d'investissement	217 401		217 401	202 486
<i>Dont créances rattachées</i>	631		631	704
<i>Dont effets publics et valeurs assimilées</i>				
Obligations et autres titres à revenu fixe	45 972		45 972	50 328
<i>Dont obligations non cotées</i>				
Actions et autres titres à revenu variable	171 429		171 429	152 158
<i>Dont actions non cotées</i>				

Le montant des différences entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement (écart résiduel) s'élève :

— Pour les titres de placement : + 5,5 milliers d'euros au 31/12/2017 (contre + 18,5 milliers d'euros au 31/12/2016)

La juste valeur ("fair value") au 31/12/17 s'élève à 3 404 milliers d'euros pour les obligations, 181 383 milliers d'euros pour les titres d'OPCVM et 42 567 milliers d'euros pour les titres de créances négociables (contre 7 624 milliers d'euros pour les obligations, 163 774 milliers d'euros pour les titres d'OPCVM et 42 567 milliers d'euros pour les titres de créances négociables au 31/12/16), sachant que la valeur comptable de notre portefeuille de titres de placement a augmenté de 14 825 milliers d'euros entre le 31/12/16 et le 31/12/17 et que la valeur comptable des obligations et autres titres à revenu fixe émis par des organismes publics s'élève à 0 milliers d'euros au 31/12/17.

Note 8 bis. – Ventilation des obligations par durée résiduelle.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017	2016
Moins de 3 mois		
De 3 mois à 1 an	64	137
De 1 an à 5 ans	2 508	7 624
Plus de 5 ans	833	
Total	3 404	7 761

Note 9. – Immobilisations incorporelles et corporelles.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017			2016
	Montant brut	Amortissements et dépréciations	Montant net	Montant net
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations en cours	1 213		1 213	5 145
Logiciels informatiques	691	572	119	87
Droit au bail	375		375	375
Fonds de commerce	126		126	126
Total des immobilisations incorporelles	2 404	572	1 833	5 733
Immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours	114		114	84
Terrains et constructions	1 328	684	643	3 123
Immeubles en location simple				
Équipements, mobiliers, installations	14 423	10 235	4 189	2 230
Autres immobilisations	1 755	937	818	748
Total des immobilisations corporelles	17 621	11 857	5 764	6 184
Total des immobilisations corporelles et incorporelles	20 025	12 428	7 597	11 918

Aucune provision pour dépréciation d'actifs n'a été constituée à la clôture de l'exercice :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Acquisitions	Sorties	31/12/2017
Immobilisations incorporelles :				
Immobilisations en cours	5 145	971	4 903	1 213
Droit au bail	375			375
Fonds de commerce	126			126
Logiciels informatiques	615	77	2	691
Total des immobilisations incorporelles	6 261	1 048	4 905	2 404
Immobilisations corporelles :				
Immobilisations en cours	84	98	68	114
Terrains et constructions	5 048			5 048
Immeubles en location simple				
Équipements, mobiliers, installations	10 020	53		10 073
Autres immobilisations	2 030	426	69	2 386
Total des immobilisations corporelles	17 181	577	138	17 621
Valeur brute des immobilisations	23 443	1 625	5 042	20 025

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Amortissements cumulés	11 525	946	43	12 428
Amortissements cumulés	11 525	946	43	12 428

Suite aux incertitudes fortes liées au projet d'implémentation du progiciel bancaire intégré, une sortie exceptionnelle des immobilisations en cours a été réalisée dont 2,519 millions d'euros comptabilisés en charges exceptionnelles

Note 10. – Comptes de régularisation et autres actifs.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017	2016
Comptes de régularisation – Actif :		
Comptes d'encaissements		
Comptes d'ajustements débiteurs		
Produits à recevoir	662	556
Charges constatées d'avance	241	221
Total des comptes de régularisation - Actif	903	778
Autres actifs :		
Créances rattachées	20	20
Actif divers	7 113	5 699
Total des autres actifs	7 133	5 719
Total des comptes de régularisation et autres actifs	8 036	6 497

Note 11. – Comptes créditeurs interbancaires et titres émis sur les marchés interbancaires.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017	2016
Comptes créditeurs interbancaires et assimilés :		
Comptes ordinaires à vue		
Comptes et emprunts à terme	78	78
Opérations de pension		
Titres donnés en pension livrée		
Autres valeurs données en pension ou vendues ferme		
Total des opérations de pension		
Autres sommes dues	6 694	13 310
Total des comptes créditeurs interbancaires et assimilés	6 771	13 387
Dettes envers les établissements de crédit représentées par un titre		
Titres du marché interbancaire		
Total des opérations interbancaires et assimilées créditrices	6 771	13 387
<i>Dont dettes rattachées</i>		

Note 12. – Comptes créditeurs de la clientèle.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017	2016
Comptes d'épargne à régime spécial		
A vue	58 981	57 483
A terme	7 022	7 083
Total des comptes d'épargne à régime spécial	66 003	64 566
Autres dettes		
A vue	333 234	303 987
A terme	36 180	40 533
Dettes rattachées à terme	24	35
Total des autres dettes	369 438	344 554
Total des comptes créditeurs de la clientèle	435 441	409 120
<i>Dont dettes rattachées</i>	24	35

Note 13. – Bons de caisse et créances négociables.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017	2016
Dettes envers la clientèle représentées par un titre :		
Titres de créances négociables		
Bons de caisse		
Total des dettes envers la clientèle représentées par un titre		
<i>Dont dettes rattachées</i>		

Note 14. – Comptes de régularisation et autres passifs.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017	2016
Comptes de régularisation - Passif		
Charges à payer	818	719
Comptes d'ajustements créditeurs	116	70
Comptes d'encaissements		
Autres comptes de régularisation créditeurs	264	242
Total des comptes de régularisation - Passif	1 197	1 031
Autres passifs		
Compte de règlement relatif aux opérations sur titres		
Autres créditeurs et passifs divers	2 620	3 305
Total des autres passifs	2 620	3 305
Total des comptes de régularisation et autres passifs	3 817	4 336

Note 15. – Encours de dépôts collectes au titre des comptes et plans d'Épargne-logement.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017	2016
Plans d'épargne-logement (PEL)		
Ancienneté de moins de 4 ans	1 264	1 287
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans	1 671	1 478
Ancienneté de plus de 10 ans	4 066	4 292
Sous-total	7 001	7 058
Comptes épargne-logement (CEL)	2 764	2 650
Total	9 765	9 708

Note 16. – Encours de crédits à l'habitat octroyés au titre des comptes et plans d'Épargne-logement.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017	2016
Plans d'épargne-logement (PEL)		
Ancienneté de moins de 4 ans		
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans	48	70
Ancienneté de plus de 10 ans		12
Sous-total	48	82
Comptes épargne-logement (CEL)	113	157
Total	161	239

Note 17. – Provisions sur engagements liés aux comptes et plans d'Épargne-logement.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Dotations	Reprises	31/12/2017
Plans d'épargne-logement (PEL)				
Ancienneté de moins de 4 ans				
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans				
Ancienneté de plus de 10 ans				
Sous-total				
Comptes épargne-logement (CEL)				
Total				

Note 18 – Écart d'acquisition.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2016	Variations	2017
Écarts d'acquisition positifs			
Écarts d'acquisition bruts	78		78
Amortissements pratiqués	78		78
Écarts d'acquisition nets			
Écarts d'acquisition négatifs			
Écarts d'acquisition bruts	400		400
Amortissements pratiqués	400		400
Écarts d'acquisition nets			

Note 19. – Provisions pour risques et charges.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Dotations	Reprises	31/12/2017
Risques de contrepartie	369		369	-0
Risques de change				
Litiges				
Engagements sociaux	918	69		987
Total	1 288	69	369	987

Note 20. – Fonds pour risques bancaires généraux.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Dotations	Reprises	31/12/2017
Fonds pour risques bancaires généraux	1 000			1 000
Total	1 000			1 000

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques généraux inhérents aux activités de la BAMl, conformément aux conditions Requises par le règlement CRBF n° 90-02

Note 21. – Tableau de variation des capitaux propres consolidés hors FRBG en milliers d'euros (part du groupe)

Tableau de variation des capitaux propres consolidés hors FRBG en milliers d'euros (part du groupe)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Écarts de conversion	Écart de réévaluation	Titres de l'entreprise consolidante	Total des capitaux propres part du groupe hors FRBG
Situation au 31 décembre 2016	152		62 232	5 832				68 217
Résultat mis en réserves			5 832	-5 832				
Distribution de dividendes			-11 504					-11 504
Résultats individuels des sociétés du groupe				12 280				12 280
Augmentation de capital								
Écarts d'acquisition								
Changement de méthode comptable								
Élimination des dividendes intra-groupe				-6 065				-6 065
Retraitements de consolidation								
Impôts différés				-950				-950
Provision pour IFC et médailles du travail				-68				-68
Amort dérogatoire				-17				-17
Provision pour crédits								
MT / LT								
Autres variations								
Situation au 31 décembre 2017	152		56 560	5 181				61 893

Note 22. – Engagements de hors bilan.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017	2016
Engagements de financement donnés et reçus :		
Engagements de financement donnés		
Aux établissements de crédit		
A la clientèle		
Ouverture de crédits confirmés		
Ouverture de crédits documentaires	242	226
Autres ouvertures de crédits confirmés	68 442	60 708
Autres engagements en faveur de la clientèle	40	540
Total des engagements de financement donnés	68 724	61 474
Dont engagements douteux	14	65
Accords de refinancement "stand-by" reçus		
Des établissements de crédit		
De la clientèle		
Total des engagements de financement reçus		
Engagements de garantie donnés et reçus :		
Engagements de garantie donnés		
D'ordre des établissements de crédit		
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires		
Ouverture de crédits confirmés		
Autres garanties		
D'ordre de la clientèle		
Cautions, avals et autres garanties		
Cautions immobilières		
Cautions administratives et fiscales	284	1 965
Autres garanties	11 464	7 218
Autres garanties d'ordre de la clientèle	31 714	35 347
Total des engagements de garantie donnés	43 462	44 529
Dont engagements douteux		100
Engagements de garantie reçus :		
Des établissements de crédit	6 146	5 867
De la clientèle		
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées		
Garanties reçues de la clientèle financière		
Autres garanties reçues		
Total des engagements de garantie reçus	6 146	5 867

Note 22 bis. – Engagements de hors bilan (suite)

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017	2016
Engagements sur titres donnés et reçus :		
Engagements donnés sur titres		
Titres à donner		
Total des engagements donnés sur titres		
Engagements reçus sur titres		
Titres à recevoir		
Total des engagements reçus sur titres		
Engagements sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme :		
Engagements donnés sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme		
Engagements sur opérations en devises		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Total des engagements donnés		
Engagements reçus sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme		
Engagements sur opérations en devises		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Total des engagements reçus		
Autres engagements donnés et reçus :		
Autres engagements donnés		
Valeurs affectées en garantie d'opérations sur marchés à terme		
Autres valeurs affectées en garantie		
Autres engagements donnés		
Total des autres engagements donnés		
Dont engagements douteux		
Autres engagements reçus		
Valeurs reçues en garantie d'opérations sur marchés à terme		
Autres valeurs reçues en garantie	1 040	1 005
Autres engagements reçus		
Total des autres engagements reçus	1 040	1 005

Note 23. – Échéances des emplois et des ressources.

En milliers d'Euros, au 31 décembre 2017	Opérations à vue et au jour le jour	Durées restant à courir					Au 31/12/16
		Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Emplois :							
Opérations interbancaires et assimilées :	26 788	7 599				34 387	45 105
Caisse, banque centrale, CCP	6 589					6 589	6 018
Effets publics et valeur assimilées							
Créances sur les établissements de crédit	20 200	7 599				27 798	39 088
Opérations avec la clientèle	34 048	32 215	32 307	84 696	59 566	242 832	232 179
Créances sur la clientèle	34 048	32 215	32 307	84 696	59 566	242 832	232 179
Opérations de crédit-bail et assimilées							
Obligations et autres titres à revenu fixe			631	2 508	42 833	45 972	50 328
Titres de transaction							
Titres de placement			631	2 508	42 833	45 972	50 328
Titres d'investissement							
Ressources :							
Opérations interbancaires et assimilées	6 694			78		6 771	13 387
Comptes créditeurs interbancaires et assimilés	6 694			78		6 771	13 387
Dettes envers les établissements de crédit représentées par un titre							
Opérations avec la clientèle	392 238	34 367	7 115	1 420	301	435 441	409 120
Comptes créditeurs de la clientèle	392 238	34 367	7 115	1 420	301	435 441	409 120
Dettes envers la clientèle représentées par un titre							

Note 24. – Intérêts, produits et charges assimilés.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Sur opérations avec les établissements de crédit	0	0	82	52	82	52
Sur opérations avec la clientèle	588	705	8 203	9 088	7 616	8 383
Sur opérations de crédit-bail	0	0	0	0	0	0
Relatives à des dettes représentées par un titre	0	0	2	2	2	2
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	15	48	1 922	2 078	1 907	2 029
Total des intérêts et produits / charges assimilés	603	753	10 209	11 219	9 606	10 466

Note 25. – Commissions.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Sur opérations de trésorerie et interbancaires	24	30	0	0	-24	-30
Sur opérations avec la clientèle	0	0	1 685	1 685	1 685	1 685
Relatives aux opérations sur titres	157	205	0	0	-157	-205
Sur opérations de change	0	0	0	0	0	0
Relatives à des prestations de services bancaires et financiers	855	797	5 087	4 978	4 232	4 181
Sur opérations de hors-bilan	0	0	337	325	337	325
Total des commissions	1 037	1 032	7 109	6 989	6 072	5 958

Note 26. – Revenus des titres à revenu variable.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017	2016
Actions et autres titres à revenu variable	1	45
Participations et autres titres détenus à LT		
Parts dans les entreprises liées		
Total des revenus des titres à revenu variable	1	45

Note 27. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017	2016
Résultat des cessions	7 844	4 781
Dotation (reprise) nette aux (de) provisions		
Total des gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	7 844	4 781

Note 28. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017	2016
Titres de transaction	0	0
Change	-43	26
Instruments financiers	0	0
Total des gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-43	26

Note 29. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Sur opérations de location simple			9	17	9	17
Autres	78	10	115	409	37	399
Total des autres produits et charges d'exploitation bancaire	78	10	124	426	46	417

Note 30. – Frais du personnel.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017	2016
Salaires et traitements	5 411	5 358
Charges sociales		
Charges de retraite	373	378
Autres charges sociales	1 590	1 718
Total des charges sociales	1 963	2 096
Intéressement et participation des salariés		
Intéressement des salariés		
Participation des salariés	120	376
Total de l'intéressement et de la participation des salariés	120	376
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	607	658
Total des frais de personnel	8 100	8 487
Effectif moyen	126	127
Dont cadres	39	39

Engagements sociaux. — En application de leur convention collective respective, les sociétés du groupe BAKIA sont amenées à verser à leurs salariés partant à la retraite une indemnité de départ. Les droits potentiellement acquis à ce titre par les salariés ont fait l'objet d'une évaluation au 31/12/2017. La méthode actuarielle retenue : Rétrospective prorata *temporis* tient compte de l'âge, de l'ancienneté, de la progression de salaire, et de la probabilité de présence dans la société au moment du départ à la retraite ; sur la base du salaire annuel et un taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds de 1,1%. Dans le cadre de la recommandation 2003-R-01 du CNC, le Groupe a provisionné ces engagements sociaux. Au 31/12/2017, ces derniers s'élèvent à 487 084 €, contre 472 839 € au 31/12/2016. La variation 2017, soit +14 245 €, figure en charge générale d'exploitation.

Concernant la médaille du travail, l'engagement au 31/12/2017, qui s'élève à 500 025 €, a également fait l'objet d'un provisionnement au passif du bilan, contre 445 572 € au 31/12/2016. La variation 2017, soit + 54 453 €, figure en charge générale d'exploitation.

A compter du 01 janvier 2013, en application de la 3ème loi de finances rectificative pour 2012, a été mis en place le dispositif du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) dont le taux applicable en 2017 de 7 % a été calculé sur la base :

— des rémunérations inférieures ou égales à 2,5 SMIC

— À défaut d'imputation sur les impôts dus, le crédit sera remboursable au terme d'un délai de 3 ans

Suivant les recommandations de l'anc., la BAM, filiale du groupe BAKIA, a décidé de comptabiliser le CICE au crédit d'un compte de charges de personnel selon l'IAS 20 venant en déduction des charges du personnel. Au 31/12/2017, le montant du CICE s'élève à 194 297 €, contre 161 524 € au 31/12/2016.

« Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) a été principalement affecté à la réalisation d'efforts en matière d'investissement, de recrutement et de prospection de nouveaux marchés. »

Note 31. – Gains nets sur actifs immobilisés.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017	2016
Immobilisations d'exploitation		
Plus-values de cessions	31	425
Moins-values de cessions	-28	-415
Gains nets sur immobilisations d'exploitation	3	10
Total des gains nets sur actifs immobilisés	3	10

Note 32. – Coût du risque.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017			2016
	Opérations avec la clientèle	Autres opérations	Total	Total
Dotations aux provisions de l'exercice				
Risques de contrepartie	-204	0	-204	-516
Risques de change	0	0	0	0
Litiges	0	0	0	0
Total des dotations aux provisions de l'exercice	-204	0	-204	-516
Reprises de provisions de l'exercice				
Risques de contrepartie	823	89	912	1 303
Risques de change	0	0	0	0
Litiges	36	0	36	0
Total des reprises de provisions de l'exercice	859	89	948	1 303
Dotation nette aux provisions de l'exercice	654	89	744	787
Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	-0	0	-0	0
Créances irrécouvrables couvertes par des provisions	-24	0	-24	-47
Récupérations sur créances amorties	2	0	2	15
Total du coût du risque	633	89	722	755
<i>Dont</i>				
<i>Charge nette des provisions constituées au titre des risques spécifiques</i>	633	89	722	755
<i>Reprise nette des provisions constituées au titre des risques pays</i>	0	0	0	0

Note 33. – Provisions réglementées.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017	2016
Dotations aux provisions de l'exercice		
Crédits moyens / longs termes		
Amortissements dérogatoires		
Total des dotations aux provisions de l'exercice		
Reprises de provisions de l'exercice		
Crédits moyens / longs termes		
Amortissements dérogatoires		
Total des reprises de provisions de l'exercice		
Reprises nettes de dotations / Dotations nettes de reprise de l'exercice		

Note 34. – Résultat exceptionnel.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017	2016
Charges exceptionnelles (Actifs)	-2 519	-3
Autres Charges exceptionnelles	-21	0
Produits exceptionnels	2	68
Total du résultat exceptionnel	-2 539	66

Note 35. – Impôt sur les bénéfices.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017	2016
Impôts courants	-2 356	-3 181
Impôts différés	-965	2
Charge nette de l'impôt sur les bénéfices	-3 321	-3 179

L'impôt courant représente l'impôt exigible au titre du résultat de l'exercice. L'impôt différé représente la différence entre l'ouverture et la clôture de l'exercice des stocks de différences temporaires et des retraitements liés aux opérations de consolidation.

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017	2016
La position d'impôt différé s'analyse ainsi :		
Impôts différés actif		
Différences temporaires	3 838	4 806
Total impôts différés actif	3 838	4 806
Impôts différés passif		
Différences temporaires	-107	-107
Total impôts différés passif	-107	-107
Total	3 731	4 699

En milliers d'Euros, au 31 décembre	2017	2016
Résultat comptable consolidé avant impôt	8 585	9 104
Charge d'impôt théorique aux taux en vigueur	-2 931	-3 110
Impact des différences de taux d'imposition	19	19
Impact des charges / produits définitivement non déductibles / imposables	-409	-88
Charge d'impôt sur les bénéfices effective	-3 321	-3 179

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

Aux Actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société BAKIA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

— Créances sur la clientèle

Le paragraphe V.3 « Créances sur la clientèle » de l'annexe décrit comment votre société comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques sur les créances envers la clientèle. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions et au suivi des risques de crédit et de contrepartie, et nous avons vérifié le caractère approprié des méthodologies de dépréciation.

— Portefeuilles titres

Le paragraphe V.1 "Portefeuille titres" de l'annexe décrit les modes de comptabilisation, de classement et d'évaluation des titres de transaction, de placement, d'investissement et de participations. Nous avons apprécié, au regard des dispositions légales et réglementaires, la pertinence du mode de comptabilisation ainsi décrit et nous nous sommes assurés de sa correcte application.

— Immobilisations en cours

Le paragraphe I "Faits caractéristiques" de l'annexe indique qu'une charge exceptionnelle a été comptabilisée pour un montant de 2 519 K€ en raison d'incertitudes fortes, relatives à l'issue d'un projet informatique, apparues au cours de l'exercice. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous avons analysé les processus mis en place par la société pour identifier et évaluer les risques, et examiné la situation contractuelle et juridique. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable des estimations retenues.

Vérification du rapport sur la gestion du groupe

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du Gérant.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Gérant.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

– il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

– il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

– il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

– il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

– concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Paris, le 9 mai 2018.

Les commissaires aux comptes :

RSM Paris :

Société de Commissariat aux comptes membre de la Compagnie
Régionale de Paris
Martine LECONTE ;
Associée,

Saint-Honoré BK&A :

Société de Commissariat aux Comptes Membre de la Compagnie
Régionale de Paris
Frédéric BURBAND ;
Associé.